



## OBÉSITÉ

Des bactéries intestinales semblent jouer un rôle déterminant Page A 5

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCVII N° 295

LE JEUDI 28 DÉCEMBRE 2006

88c + TAXES = 1\$

## Le satellite Corot à la chasse aux exoplanètes

LISA-MARIE GERVAIS

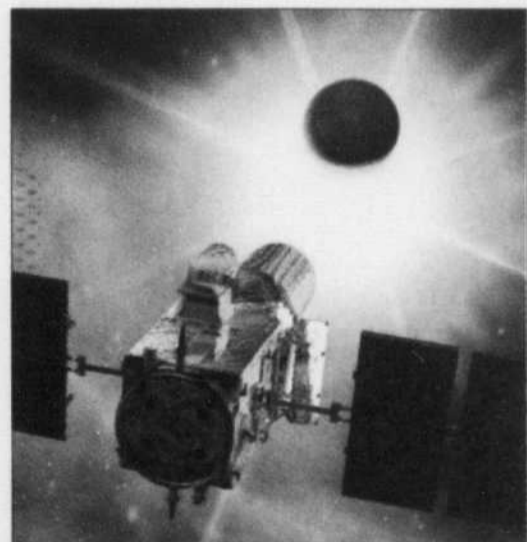
Lancé hier de Baïkonour, au Kazakhstan, par une fusée russe, le satellite français Corot s'est posté avec succès sur son orbite définitive, à environ 900 kilomètres de la Terre. Voué à de nobles desseins, il aura pour mission de déterminer l'âge des étoiles et de contribuer à la quête de nouvelles exoplanètes. Et s'il y avait un clone de la Terre à quelques pas de notre système solaire?

Depuis la découverte, en 1995, de 51 Pégase b, la première planète autour d'une autre étoile que le Soleil, la chasse aux exoplanètes est une discipline florissante. Les Français ont voulu y prendre part et ont travaillé une dizaine d'années, en partenariat notamment avec le Brésil, à l'élaboration d'un télescope spatial qui permettra de faire faire des pas de géant à la recherche en astrophysique. Durant les deux années et demie de sa mission, le satellite sondera des champs d'étoiles dans l'épaisseur du disque de la Voie lactée. Et, pour une des premières fois, il étudiera des étoiles beaucoup plus lointaines, soit à des dizaines, voire des centaines d'années-lumière.

L'idée initiale de Corot (convection, rotations et transits planétaires de son vrai nom!) consistait à permettre l'étude en profondeur de la composition des astres, qui se limite souvent à l'analyse en superficie de leur lumière. «La physique des étoiles n'est pas très bien connue, à part celle du Soleil. Si on veut comprendre pourquoi les étoiles brillent et pourquoi elles se comportent de telle ou telle façon, il faut pouvoir décrire leur structure en détail», explique Anthony Moffat, professeur titulaire au département de physique de l'Université de Montréal.

Plutôt que de se limiter à la «peau», Corot permettra d'obtenir des données sur les diverses couches internes des étoiles. Comment? En analysant les vibrations de la lumière d'une étoile, de l'ordre du milliardième de la brillance de cette étoile sur de lointaines planètes. Tout comme on étudie la structure interne de la Terre à travers les séismes et les mouvements des plaques tectoniques, la sismologie stellaire

VOIR PAGE A 8: COROT



DAVID DURCROT - CNES - REUTERS

Illustration montrant le satellite français Corot, lancé hier, dont le rôle consistera notamment à repérer dans l'immensité galactique des planètes gravitant autour de lointaines étoiles.

## Gerald Ford, 1913-2006

### Le successeur de Nixon s'éteint



Gerald Ford

économiques. Gravement malade depuis plusieurs années, il est décédé mardi soir à l'âge de 93 ans.

À lire en page B 5

#### INDEX

Actualité	A 3	Idées	A 7
Annonces	A 4	Météo	B 4
Avis publics	B 4	Monde	B 5
Culture	B 8	Mots croisés	A 4
Décès	A 4	Sports	B 6
Économie	B 1	Sudoku	B 6
Éditorial	A 6	Télévision	B 7



Les forces gouvernementales somaliennes, appuyées par l'armée éthiopienne, se rapprochaient hier de Mogadiscio après la prise, à l'aube, des bastions islamistes de Jowhar et Balad, au nord de la capitale.

## Somalie: le siège de Mogadiscio se prépare

### Les forces progouvernementales semblent vouloir attendre la reddition de leurs adversaires islamistes

Mogadiscio — Les forces du gouvernement intérimaire somalien soutenues par l'Éthiopie comptaient apparemment assiéger Mogadiscio jusqu'à la reddition de leurs adversaires islamistes, même si le président de l'Union africaine et la Ligue arabe ont appelé hier au retrait de toutes les forces étrangères de Somalie.

Après s'être emparées de Jowhar, puis de Balad, situé à une trentaine de kilomètres au nord de la capitale, les forces gouvernementales et éthiopiennes ne se battront pas pour prendre Mogadiscio afin d'éviter qu'il y ait des victimes civiles.

Elles feront le siège de Mogadiscio jusqu'à la reddition de leurs adversaires, a déclaré l'ambassadeur de la Somalie en Éthiopie, Abdikarin Farah, ajoutant que le gouvernement avait offert l'amnistie à tout

combattant de l'Union des tribunaux islamiques (UTI) qui déposerait les armes.

Le président de l'Union africaine, Alpha Omar Konaré, a peu après lancé un appel au retrait de Somalie de «toutes les forces et éléments étrangers».

Il a exhorté le gouvernement intérimaire et l'Union des tribunaux islamiques (UTI) à mettre fin à toutes les hostilités et à reprendre les discussions de paix parrainées par la Ligue arabe qui avaient échoué le mois dernier au Soudan.

L'ancien président malien a annoncé qu'une mission de l'Union africaine se rendrait en Somalie au cours des prochains jours et rendrait visite aux deux camps.

Au Caire, le Conseil de la Ligue arabe a publié, à l'issue d'une réunion de ses représentants permanents, un communiqué invitant lui aussi les deux camps à re-

prendre les négociations de paix et réclamant «le retrait de toute forme de présence étrangère du territoire somalien afin de préparer la mise en œuvre de la résolution 1725 du Conseil de sécurité de l'ONU».

Cette résolution approuve le déploiement d'une force de maintien de la paix africaine afin de soutenir le gouvernement intérimaire de Somalie et invite les autorités à poursuivre les discussions de paix avec leurs adversaires islamistes.

L'Éthiopie a déployé des troupes en Somalie pour soutenir le gouvernement intérimaire basé à Baidoa.

VOIR PAGE A 8: SOMALIE

■ Paris craint une «déstabilisation en chaîne», page A 8

#### DANSE

## Mort d'un bâtisseur

### Le chorégraphe Fernand Nault rend l'âme tandis que son Casse-Noisette bat son plein

FRÉDÉRIQUE DOYON

Il a propulsé les Grands Ballets canadiens (GBC) sur la scène internationale et créé l'une des plus fameuses productions de Casse-Noisette en Amérique du Nord. Mais le chorégraphe Fernand Nault était un homme modeste que la maladie de Parkinson rongait silencieusement depuis plus de 20 ans. Il est décédé mardi à l'hôpital Fleury de Montréal.

«M. Nault aura marqué non seulement l'histoire des Grands Ballets mais aussi notre époque. Nous perdons un grand artiste, mais aussi un grand homme», ont déclaré hier les directeurs artistiques et général des GBC, Grigori Pankov et Alain Dancyger, par voie de communiqué.

Rendre son dernier souffle alors que des dizaines de danseurs se démenent sur la scène de la Place des Arts dans son ballet Casse-Noisette semble un coup de destin. À un proche, Fernand Nault aurait même prédit qu'il mourrait le jour de son anniversaire, le 27 décembre. Il aurait eu 86 ans. La Faucheuse s'est trompée d'un jour, ce qui n'empêchera pas l'esprit de Fernand Nault de planer sur les dernières représentations 2006 de Casse-Noisette.

Cette œuvre résume d'ailleurs assez bien sa vie et son œuvre: voilà une chorégraphie solidement ancrée dans le paysage de la danse montréalaise depuis plus de 42 ans, créée sur mesure pour les enfants, et à laquelle il se dévouait encore il y a quelques années en participant aux répétitions, malgré ses gestes et ses mots qui se dérobaient à sa volonté.

«C'était un grand maître à tous les niveaux, un maître à penser, un grand créateur et un être d'une immense générosité», confie au Devoir An-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Fernand Nault en 1990.

dré Laprise, directeur de l'Académie de danse de l'Outaouais et répétiteur de Casse-Noisette qui a observé et suivi le chorégraphe pendant plus de 20 ans. «Ce n'était pas un chorégraphe

révolutionnaire, mais un artiste d'une grande sensibilité». De fait, le chorégraphe s'est toujours préoccupé de l'intérêt des danseurs et du bagage culturel du public dans la création de ses œuvres.

#### Polyvalence et avant-garde

Celles-ci, loin de se cantonner au populaire conte de Noël, révèlent le vaste spectre de la polyvalence du chorégraphe longtemps affilié aux GBC, qu'on pense au ballet plus classique La Fille mal gardée, à sa Symphonie de psaumes empreinte de spiritualité, livrée à l'Oratoire Saint-Joseph, ouvrant la voie à la reconnaissance de la danse par l'Église, ou à l'opéra-rock Tommy sur la musique du groupe The Who, première œuvre du genre à voir le jour au Québec. Il signe aussi des œuvres pour d'autres troupes canadiennes, américaines et asiatiques.

«Il se basait sur la tradition, mais c'était un avant-gardiste, dit M. Laprise. Il a encouragé la diversité dont les GBC sont héritiers aujourd'hui. Tommy, c'était un ballet totalement de son époque. Il a rendu la danse populaire; les garçons se sont mis à fréquenter la danse.»

Après un parcours de 21 ans au prestigieux American Ballet Theater de New York, érigé sur la tradition des ballets russes, Fernand Nault est appelé par Mme Chiriaeff à codiriger la troupe montréalaise avec elle en 1965. Des lors, le chorégraphe attiré des GBC multiplie les œuvres tout en contribuant à l'effort pédagogique de Mme Chiriaeff à titre de maître de ballet de l'École supérieure de danse du Québec.

Il récoltera de nombreux prix, dont l'Ordre du Canada en 1977, le prix Denise-Pelletier

VOIR PAGE A 8: NAULT

# DES MILLIERS D'OFFRES AUJOURD'HUI SEULEMENT

PREND FIN CE SOIR À MINUIT



**24 HEURES**

**VENTE SOLEIL**

**Île de Margarita**

A partir de **799\$**

1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS

**République Dominicaine**

A partir de **699\$**

1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS

**St. Martin**

A partir de **899\$**

1 SEMAINE, VOL ET HÔTEL

A partir de **1399\$**

1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS

**Cuba**

A partir de **699\$**

1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS

**Mexique**

A partir de **699\$**

1 SEMAINE, VOL ET HÔTEL

A partir de **799\$**

1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS

Jusqu'où descendront nos prix? Allez en ligne ou prenez le téléphone et voyez par vous-même! Offres disponibles si vous réservez directement en ligne, par téléphone ou en personne chez Go Travel Direct.

**GoTravelDirect.com**

**1.866.749.3344**



Prix disponibles en ligne seulement à [www.goTravelDirect.com](http://www.goTravelDirect.com). Contribution au fonds d'indemnisation de 3.50 \$ par tranche de mille dollars en supplément.  
Départs de Montréal. Les prix sont par personne, basés sur une occupation double. Forfaits tout-compris incluent vols, l'hôtel, repas, boissons et transferts. Toutes les taxes et frais sont inclus. Les prix annoncés sont en vigueur au moment de l'impression et sont assujettis pour les nouvelles réservations faites le 28 décembre 2006 seulement. Sujets à changement sans préavis. Places limitées. Pour plus de détails visitez [www.goTravelDirect.com](http://www.goTravelDirect.com), vols sur les ailes de Zoom Airlines. Go Travel Direct est titulaire d'un permis du Québec.

**GO TRAVEL DIRECT**

LE PARADIS À BON PRIX

## ACTUALITÉS

Entrevue avec Gilles Taillon, nouveau président de l'ADQ

## La région de Montréal a besoin d'être redessinée

«On s'est trompé dans la façon de configurer les structures municipales»

KATHLEEN LÉVESQUE

Enfoncée dans des structures supramunicipales dysfonctionnelles, la région de Montréal a besoin d'être redessinée, croit le nouveau président de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Gilles Taillon.

«Il faut effacer l'ardoise et reprendre ça. Ça ne fonctionne pas. On s'est trompé dans la façon de configurer les structures municipales. Il aurait fallu considérer qu'il n'y a qu'une ville centre, et c'est Montréal», a affirmé hier M. Taillon dans une entrevue au *Devoir*. Exit, donc, Longueuil comme ville centrale de la Rive-Sud montréalaise.

Le discours adéquate emprunte cette voie depuis un certain temps, mais celle-ci vient de prendre une forme concrète dans le programme électoral dévoilé juste avant Noël. L'ADQ propose d'abolir les conseils d'agglomération.

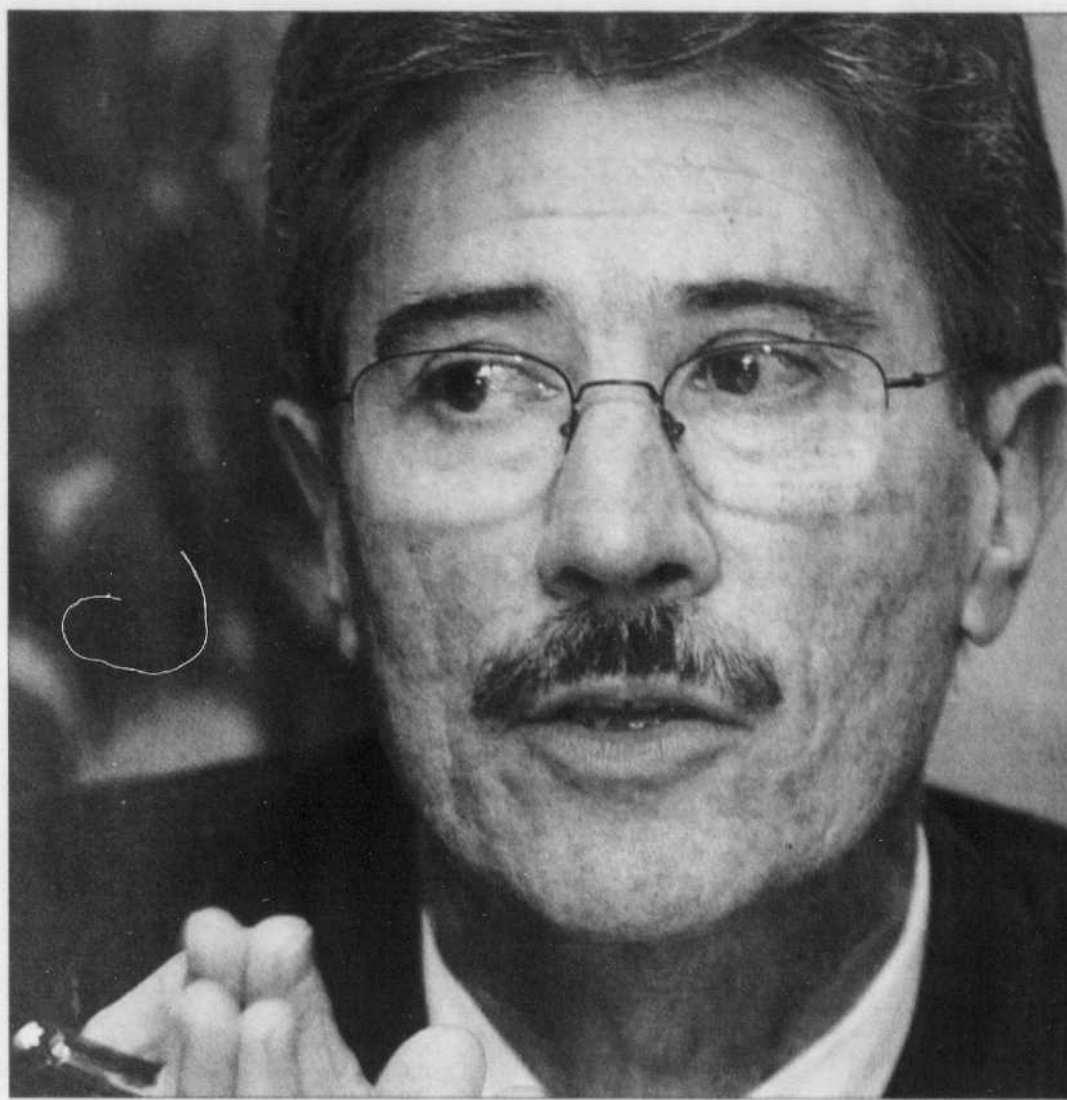
Il est vrai que les tiraillements à Québec, Longueuil et Montréal occupent beaucoup les politiciens municipaux ces temps-ci. On y va de boycottage en boycottage des séances du conseil d'agglomération et de l'adoption du budget. Cette structure regroupe à la fois les villes fusionnées et les villes défusionnées. Mais ces dernières sont à peu près sans pouvoir.

À Montréal, même la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), avec ses 82 municipalités, serait revue et corrigée sous un gouvernement adéquate. «On reviendrait peut-être à une structure plus légère. Le territoire est grand et il y a des enclaves qu'il faut faire disparaître», a fait valoir M. Taillon.

Les propositions de l'ADQ pourraient bien trouver preneur du côté du West Island. La mairesse de Westmount et porte-parole des maires de banlieue, Karin Marks, laissait récemment voir son mécontentement devant les libéraux, qui font la sourde oreille à des demandes répétées pour réviser les structures. «On essaie d'être plus près des élites locales de Montréal et autour de Montréal», a reconnu Gilles Taillon.

Les précisions restent à venir pendant la prochaine campagne électorale. Mais d'ores et déjà, M. Taillon promet que la proposition de l'ADQ va satisfaire les deux parties à la fois.

Chose certaine, avec l'ancien président du Conseil du patronat à sa tête, l'ADQ ambitionne de faire une percée à Montréal lors du



Gilles Taillon, président de l'Action démocratique du Québec (ADQ).

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

prochain scrutin général. «On a un programme qui tient compte des préoccupations de la métropole. [...] Je vise qu'en février-mars, on ait réussi à pénétrer Montréal. On pense qu'on peut gagner quelques comtés. On peut être plus présents et plus connus», a soutenu le président adéquate.

Mais M. Taillon ne se fait pas d'illusions. D'ailleurs, les résultats obtenus dans les neuf élections partielles depuis 2003 sont plutôt navrants, exception faite, bien sûr, de la victoire dans Vanier. Partout ailleurs, l'appui à l'ADQ a chuté. Dans Sainte-Marie-Saint-Jacques, par exemple, l'ADQ n'a récolté que 1,9 % des voix, contre 8,3 % en 2003.

D'autres défis attendent l'ADQ à Montréal, notamment avec le projet d'abolir les commissions scolaires. Compte tenu de la présence d'une véritable organisation

politique, le parti risque fort de faire face à de la résistance. Mais Gilles Taillon n'en démord pas: le débat doit avoir lieu.

«Dix ans après la réforme des commissions scolaires, on est mûrs pour une deuxième. On peut garder une structure très légère pour certains aspects administratifs. Ce serait surtout important dans les régions dont le territoire est vaste et les écoles éloignées les unes des autres», a précisé M. Taillon.

De la part de cet ancien directeur général d'une commission scolaire et ancien directeur général de la Fédération des commissions scolaires, la proposition étonne. Il n'y a aucune incohérence, assure-t-il.

«Je ne suis pas en rupture avec mes croyances. J'ai toujours prôné la décentralisation des commissions scolaires avec un siège social très petit et des écoles avec beaucoup de

pouvoirs. J'ai été à la première commission scolaire à le faire», a-t-il souligné.

C'est dans ce même esprit, selon lequel il n'est plus question comme en 2003 de s'engager dans des réformes des grandes structures de l'État mais plutôt de proposer des voies simplifiées pour adapter ce qui existe, que l'ADQ dit vouloir offrir une allocation «significative» aux familles qui n'ont pas recours aux services de garde subventionnés à 7 \$ par jour. Le président explique que la réalité est plus complexe que le réseau actuel.

«On ne peut pas laisser en plan les parents qui utilisent les autres formes de services de garde. Il n'est pas question de revenir au modèle d'il y a 20 ans. On n'est pas nostalgiques», a-t-il dit.

Le Devoir



JOUR DE BLIZZARD À RESOLUTE BAY, DANS LE NUNAVUT, EN AVRIL DERNIER.

2007-08

## Une année polaire internationale sur fond de changements climatiques

BOB WEBER

Calgary — Des chercheurs provenant de 63 pays, dont le Canada, profiteront d'un budget de 500 millions de dollars en 2007-08 pour tenter de mieux comprendre les régions polaires dans le cadre de l'Année polaire internationale (API).

Ces fonds leur permettront d'étudier le Nord circumpolaire et l'Antarctique. Les scientifiques se pencheront ainsi sur des sujets comme la biodiversité des araignées arctiques ou l'adaptation des communautés nordiques au réchauffement de la planète.

Leurs recherches se dérouleront aussi sur fond de changements climatiques, de développement industriel et de querelles de souveraineté.

Les scientifiques verront de plus à la pertinence de leurs recherches pour les peuples nordiques, a expliqué David Hik, un biologiste de l'Université de l'Alberta qui préside la portion canadienne du programme.

«Il y a eu tout un changement dans la manière dont on fait de la recherche au Canada, a-t-il dit. Nous essayons de faire en sorte que nos découvertes soient pertinentes pour la politique publique et pour les questions qui préoccupent les populations nordiques.»

Il y a de cela 25 ans, les scientifiques se rendaient fréquemment dans les régions nordiques, posaient leurs questions, effectuaient leurs expériences et rentraient au Sud sans jamais plus donner de nouvelles aux communautés qui les avaient accueillis.

Cette époque est toutefois révolue. Les autorités territoriales consultent maintenant les communautés concernées avant d'émettre les permis requis, et certains projets pourront être tout simplement refusés.

Les études qui portent sur la

santé, et plus particulièrement sur des infections comme le VIH, soulèvent des questions liées à la vie privée dans de petites communautés où tous se connaissent. Dans l'ouest de l'Arctique, les communautés protègent jalousement le savoir de leurs aînés.

## Besoins des habitants

Il s'agit de la troisième année polaire internationale, après celles de 1882 et 1932. Ce sera toutefois la première fois que les études porteront tout particulièrement sur les besoins des habitants de l'Arctique, et M. Hik affirme que c'est en bonne partie grâce au Canada. «Le Canada a vraiment défendu la dimension humaine [de la recherche]», a-t-il dit.

Le gouvernement canadien fournira un financement d'environ 150 millions tandis qu'environ les deux tiers des activités approuvées par l'API seront menées par ou incluront des Canadiens, ce qui donne au Canada une énorme influence sur le type de recherches qui seront menées.

«Les changements climatiques sont le thème principal», a expliqué M. Hik, même si plusieurs chercheurs se pencheront aussi sur la santé des communautés nordiques et l'impact du développement économique à une époque où l'Arctique est une source de plus en plus prisée d'énergie et de matières premières.

Les recherches auront aussi des retombées économiques et scientifiques sur ces communautés puisque les chercheurs embaucheront de la main-d'œuvre locale et développeront des partenariats, ce qui, espère M. Hik, mènera à la formation de chercheurs issus de la région.

L'Année polaire internationale commence officiellement en mars.

Presse canadienne

## Les avocats de Myriam Bédard cherchent à s'entendre avec Québec

Washington — Les avocats de la championne olympique Myriam Bédard ont révélé, hier, qu'ils essayaient de s'entendre avec les autorités du Québec pour qu'elle puisse être libérée de sa prison américaine et rentrer au Canada.

«Nous tentons de conclure une entente avec la Couronne, qui stipulerait qu'elles [les autorités du Québec] ne s'opposent pas à ce qu'elle rentre d'elle-même», a expliqué l'avocat américain Kevin McCants. Mais nous devons encore finaliser les détails. Nous attendons [leur réponse].»

M. McCants entend bientôt visiter Mme Bédard au centre de détention où elle se trouve, à Jessup, dans l'État du Maryland.

Même s'ils avaient en poche un accord avec Québec, les avocats de

Myriam Bédard devraient encore convaincre les autorités américaines d'accepter l'entente lors d'une audition, prévue pour vendredi, portant sur les soupçons de rapt d'enfant qui pèsent contre elle.

M. McCants affirme qu'il fera valoir que les États-Unis n'ont pas l'autorité de la détenir plus longtemps en vertu d'un mandat d'arrêt provisoire, en attendant les procédures d'extradition.

Myriam Bédard est emprisonnée depuis vendredi dernier. Son ancien mari, Jean Paquet, prétend qu'elle n'avait pas le droit d'emmener leur fille de 12 ans, Maude, en voyage aux États-Unis en octobre dernier.

Ses avocats affirment que Mme Bédard et son conjoint actuel, Nima Mazhari, tentaient d'obtenir

l'aide des politiciens américains concernant un complot qui existerait contre eux depuis le témoignage de Mme Bédard dans le cadre du scandale des commandites.

Ils affirment qu'elle a seule la garde de Maude et le droit de se déplacer en sa compagnie, et rappellent qu'elle ne se cachait pas et que M. Paquet pouvait la joindre sur son téléphone cellulaire.

Elle est recherchée à Québec relativement à des accusations d'enlèvement d'enfant et pour avoir enfreint une ordonnance de garde, ce qui pourrait lui valoir 10 ans de prison. Myriam Bédard affirme qu'elle a été chassée de son emploi à Via Rail après avoir soulevé des questions au sujet des paiements exagérés faits à des entreprises publicitaires du Québec pen-

dant le scandale des commandites.

Le président de Via Rail, Jean Pelletier, a été congédié par l'ancien premier ministre Paul Martin après avoir ridiculisé la championne olympique. Un arbitre a finalement conclu qu'elle avait quitté Via Rail de son plein gré. Nima Mazhari doit comparaître devant un tribunal de Québec en mai, relativement au vol en 2005 d'une vingtaine de tableaux valant 100 000 \$.

Myriam Bédard a remporté deux médailles d'or lors des épreuves de biathlon de 7,5 et 15 kilomètres des Jeux olympiques de Lillehammer, en Norvège, en 1994. Elle avait remporté le bronze lors du sprint de 7,5 km aux Jeux d'Albertville, en France, deux ans plus tôt.

Presse canadienne

## EN BREF

## Le juge Perreault libère des accusés

Le juge André Perreault a accordé une libération — à des sévères conditions — à 14 des 18 accusés appelés à défiler devant lui hier au Centre judiciaire Gouin, en marge de l'opération Colisée. Ces individus, assimilés au groupe de l'aéroport Montréal-Trudeau, ont été appréhendés lors de l'opération policière menée contre la mafia italienne de Montréal le 22 novembre dernier. Parmi les

personnes libérées hier figure Nancy Cedeno, une douanière accusée de corruption. Les autres accusés font face à divers chefs d'accusation, notamment de gangstérisme. Le juge Perreault a passé en revue la jurisprudence et les preuves contre les accusés hier matin avant de rendre ses décisions en après-midi. Toute cette procédure était frappée d'une ordonnance de non-publication. Au total, 90 accusés ont été visés par l'opération Colisée, dont des membres présumés de la mafia montréalaise. — PC

## François Gendron

avocat  
L.L.L., M.A., Ph.D.Montréal  
514.845.5545POUR FAIRE  
BOUGER LES  
CHOSSES

Jacques BEAUCHESNE

DICTIONNAIRE  
DE L'ÉCRIVAIN  
EN HERBEDédié aux tout-petits et aux plus âgés  
qui sont tentés par l'appel de l'écriture.

192 pages — 12,95 \$

GUYER, éditeur  
(514) 842-3481En vente dans toutes les librairies  
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

# LES ACTUALITÉS



TARMIZA HARVA REUTERS

Au moins 105 Indonésiens sont morts ces derniers jours à la suite de pluies torrentielles et de glissements de terrain.

## Inondations en Indonésie

# Les secours peinent à atteindre les victimes

**L**angsa — Les militaires et les secouristes indonésiens poursuivaient hier leurs efforts pour tenter de venir en aide à des milliers de victimes d'inondations meurtrières dans le nord de l'île de Sumatra.

Les pluies torrentielles ont provoqué des glissements de terrain et des crues qui ont coûté la vie à au moins 105 personnes ces derniers jours et laissé 400 000 habitants sinistrés. Des camions, des hélicoptères et des avions ont acheminé des tonnes d'aide alimentaire, de tentes, de moustiquaires et de matériel médical, mais leur réparation dans les zones inondées était difficile.

« Nous avons suffisamment de riz et de vivres à Kuala Simpang, mais c'est encore difficile de les distribuer dans les zones où les besoins sont les plus aigus », a expliqué à l'AFP Mar-

zuki, un responsable du district. Un millier de soldats ont été envoyés dans la région d'Aceh et dans la province voisine de Sumatra Nord, avec des équipements lourds. Cinq hélicoptères, deux avions de transport Hercules et deux navires de guerre participaient aussi aux opérations d'assistance.

Des résidents isolés ont relaté être forcés de se nourrir de noix de bétel après avoir perdu tout leur riz, l'aliment de base en Indonésie.

Hier matin, des nouilles instantanées et des sacs de riz ont été largués par hélicoptère au village de Simpang Jernih, dans le district d'Aceh Est, a constaté une photographe de l'AFP.

Dans le district d'Aceh Tamiang, la quasi-totalité de la population a dû fuir son domicile: le bilan officiel fait état de 212 000

déplacés sur 239 000 habitants. Environ 200 personnes étaient par ailleurs portées disparues.

« Aujourd'hui, nous allons faire porter nos efforts sur les recherches des personnes disparues. Nous ignorons si elles sont décédées ou si elles ont trouvé un refuge sans nous en informer », a annoncé Marzuki.

Des radioamateurs ont joint leurs efforts à ceux des secouristes de la Croix-Rouge indonésienne pour ces recherches.

Les sauveteurs, équipés de bateaux pneumatiques, ont secouru des Acehnaïens juchés sur le toit de leur maison.

Le nombre de déplacés seulement dans la province d'Aceh atteint 365 335 personnes, a indiqué à Jakarta Syamsul Maarif, coordinateur national de la lutte contre les catastrophes naturelles.

Au moins 105 personnes ont été tuées au nord de Sumatra et 210 étaient encore portées disparues hier, a-t-il ajouté.

Le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono a, selon M. Maarif, « ordonné de poursuivre les recherches des disparus et de continuer à fournir de l'eau potable, des vivres et d'autres articles d'aide ».

La saison humide en Indonésie, d'octobre à avril, s'accompagne de précipitations abondantes, surtout en janvier-février. Les glissements de terrain et inondations sont fréquents et parfois très meurtriers.

Mais le vice-président indonésien Jusuf Kalla a dénoncé la déforestation illégale comme étant un des facteurs aggravants de ces inondations meurtrières.

Agence France-Presse

# La déforestation montrée du doigt

**J**akarta — La déforestation est une nouvelle fois accusée en Indonésie, où des inondations et des glissements de terrain ont fait des centaines de morts et de disparus et forcé 400 000 personnes à fuir leur foyer.

Le gouvernement indonésien est critiqué par des ONG pour avoir accordé de nombreuses et vastes concessions boisées à des exploitants, notamment à Sumatra, où les crues recouvraient des milliers d'hectares dans le nord de l'île hier.

La déforestation illégale est par ailleurs vivace, notamment dans la

province d'Aceh où, historiquement, elle implique des « barons du bois » parfois liés à l'armée indonésienne. « Ce n'est pas la première fois que de telles catastrophes se produisent et, malgré cela, on n'a toujours pas tiré de leçon », regrette Togu Manurung, de l'Institut d'agronomie de Bogor.

« C'est un fait que les forêts d'Aceh, de Sumatra Nord et de [la province de] Riau sont très endommagées. C'est également le cas dans [les provinces de] Kalimantan Centre et Sud [Bornéo], où des inondations ont récemment

recouvert des milliers d'hectares de terrain. » « Le demande en bois d'Indonésie ainsi qu'en terrain pour s'étendre — y compris de la part des plantations de palmiers à huile — est encore élevée », a-t-il expliqué.

Le vice-président indonésien Jusuf Kalla a dénoncé la déforestation illégale comme étant un des facteurs aggravants de ces inondations meurtrières.

Les experts montrent du doigt l'érosion des sols et la désertification causée par la déforestation comme le facteur principal expli-

quant les crues et les glissements de terrain. Selon des défenseurs de l'environnement, l'Indonésie perd en surface boisée l'équivalent de quatre à six terrains de football chaque minute.

Des ONG ont calculé qu'il ne reste plus que 11 % de la surface de Java, l'île d'Indonésie la plus peuplée, couverte de forêts (naturelles ou pas). Des centaines de personnes y sont mortes en 2006 dans des coulées de boue ou des inondations diverses.

Agence France-Presse

## Accidents de la route

# Plus de jeunes meurent faute d'avoir bouclé leur ceinture

« Un horrible gaspillage de vies humaines »

ROSS MAROWITS

**E**n 30 ans, les lois sur le port de la ceinture de sécurité ont permis de sauver des milliers de vies au Canada. Mais un nombre croissant de jeunes Canadiens meurent dans des accidents de la circulation parce qu'ils ne bouclent pas leur ceinture de sécurité, indiquent les données de Transports Canada.

Après 20 années de progrès, il semble que nous ayons plafonné au cours des 10 dernières années, commentait un membre de la police ontarienne, pour lequel il s'agit là d'un « horrible gaspillage de vies humaines ».

Et au Québec, qui, traditionnellement, donnait l'exemple en matière d'utilisation de la ceinture de sécurité, les autorités s'inquiètent du nombre élevé de jeunes décédés dans les accidents de la route cette année.

Avant que le Québec et l'Ontario n'adoptent leurs lois rendant obligatoire le port de la ceinture de sécurité, 6700 Canadiens trouvaient la mort, chaque année, sur les routes. Ce nombre a diminué à environ 2700 en 2004, alors que les autres provinces leur emboîtaient le pas et que la police accentuait ses efforts pour faire respecter la loi.

La construction d'autoroutes à chaussées séparées et l'introduction de caractéristiques de sécurité dans les voitures, comme les coussins gonflables, y ont aussi contribué. Chez les jeunes victimes, le nombre de celles qui n'avaient pas bouclé leur ceinture s'est accru en dix ans de près d'un point de pourcentage, pour atteindre 46,5 %.

Chez les victimes âgées de 25 ans et plus, ce taux était de 37,1 %, selon la Fondation de recherches sur les blessures de la route au Canada, qui a analysé les plus récentes statistiques de Transports Canada. Hors des régions densément peuplées du Québec et de l'Ontario, plus de 55 % des jeunes

victimes n'étaient pas attachées. C'est un bond de 5,6 points de pourcentage en dix ans.

Un quotidien montréalais qui a fait la recension des décès survenus jusqu'au 5 novembre dernier a constaté que 21 des 40 victimes de cette année n'avaient pas attaché leur ceinture de sécurité.

Non seulement est-ce surprenant, c'est aussi troublant, a commenté Lyne Vézina, responsable de la stratégie en sécurité routière pour la Société de l'assurance automobile du Québec. Cela indique que nous devons continuer à répéter notre message, comme pour plusieurs autres enjeux de sécurité routière, a-t-elle ajouté.

Selon elle, au moins la moitié de ces vies auraient pu être sauvées par le port de la ceinture de sécurité.

Elle juge cette tragédie d'autant plus inquiétante que la plupart des jeunes conducteurs ont grandi avec l'obligation de porter la ceinture de sécurité.

Les statistiques québécoises montrent que

l'utilisation de la ceinture de sécurité diminue de près de six points de pourcentage la nuit, quand surviennent plusieurs des accidents mortels. On note également une corrélation entre la consommation d'alcool et le fait de ne pas boucler sa ceinture de sécurité. Aussi, plusieurs jeunes passagers défont la loi en refusant de s'attacher lorsqu'ils s'assoient à l'arrière d'un véhicule, signale Raynald Marchand du Conseil canadien de la sécurité.

Le CAA Québec indique que les jeunes conducteurs continuent d'être représentés de manière disproportionnée dans les statistiques sur les blessures et les décès dus aux accidents de la circulation. Ainsi, les jeunes âgés de 16 à 24 ans représentent 11 % des titulaires de permis de conduire, mais sont impliqués dans 25 % des accidents, note la porte-parole de l'organisme, Roxanne Héroux.

Presse canadienne

Téléphone : 514 985-3322  
Télécopieur : 514 985-3340

## LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

**MOTS CROISÉS**

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

0320

**HORIZONTALEMENT**

- Qui a les deux pieds sur terre - Enlève.
- Petit toit - Merveilleux.
- Acrotère des Centaures - Jeune marginal.
- Spécialité de Barbara Hendricks - Être suprême.
- Ville d'Allemagne - Prêtrer main-forte.
- Symbole chimique - Fait une longue entaille - Et le reste.
- Vendre des marchandises au rabais - Spécialité nipponne.
- École nationale d'administration - Parcours de nouveau des yeux.
- Code télégraphique - Désirion.
- Ennuyé - Empester.
- Rejeter comme faux - Partie postérieure d'un véhicule.
- Monnaie d'argent de la Renaissance - Géniteurs.

**VERTICALEMENT**

- Durcissement.
- Troisième personne du pluriel - Ce que l'on épargne.
- Des agents de bord y travaillent - Petites quantités.

**SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO**

1	M	I	J	A	U	R	E	E	G	U	S
2	O	P	A	S	S	U	M	Z	A	N	I
3	Y	E	T	I	T	U	T	O	Y	E	R
4	E	C	A	L	E	L	L	I	E	S	
5	N	A	E	X	C	E	S	A	S	E	
6	N	K	A	R	S	C	I	O	N		
7	E	O	N	M	A	Q	U	I	S		
8	R	E	G	I	N	A	T	E	T		
9	O	I	S	O	N	T	R	A	M	E	E
10	B	O	S	S	E	R	A	D	E	N	T
11	I	L	E	S	I	N	S	I	N	I	E
12	T	E	T	E	N	T	E	N	T	E	N

**I · N · D · E · X**  
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL  
100 • 150 Achat-vente-échange  
160 • 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL  
200 • 250 Achat-vente-échange  
251 • 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

**101 PROPRIÉTÉS À VENDRE**  
VERDUN 5 1/2 3<sup>e</sup> Peint, propre. Lumineux. Balcon. pl. bois. Chauff. n-inclus. Métro Verdun. Imm. 650\$<sup>m</sup> 514-891-6858

**VILLE MONT-ROYAL 5 1/2**  
H-duplex, rénové, lumineux, balcon chauff. inclus. stat. Imm. 1150\$<sup>m</sup> 514-891-6858

**160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER**  
AHUNTSIC - 5<sup>e</sup> 1<sup>e</sup>  
3 ch. fermées. Propre, pl. bois. 2 balc. Ent. lav. sec. Prés rv. pistes cycl. Janvier 615\$. N-chauffé. 514-387-2190 ou 514-703-3587

AHUNTSIC - Haut duplex  
Grand 4 1/2. 1380<sup>7</sup> St-Denis Gouin près métro H-Bourassa. Libre. 770\$. 514-850-0346

BOUL. GOUIN / LANGELIER  
Grand 5 1/2 + salle de séjour au sous-sol. Garage et plusieurs extras. Grande cour. Frais peints. 450 883-6462 ou 514-220-9269

CON - UdeM. Beau, grand 4<sup>e</sup>  
Cachet, propre, tranquille, électros, balcon. 755\$. Réf. exigées et vérifiées. 1-819-321-1717

MERCIER 4 1/2 2 c.c. fermées. Ent. lav-sec. 600\$<sup>m</sup> 1<sup>er</sup> Mars Métro H-Beaugrand. 514-723-3627

METRO CRÉMAZIE 8 1/2 R. de c.  
Résidentiel ou professionnel. Libre. 514-387-9838 514-772-4132

OUTREMONT, Bernard Wiseman  
Grand et beau 5 1/2, lumineux. Chauffé, équipé. Garage disp. Libre. 514-271-4168

PLATEAU 6 1/2 R-D-C  
2 c.c. stal. inclus. réno. 3 élect. 1100\$<sup>m</sup> 514-529-0570 Dispo imm.

**160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER**  
PLATEAU 4 1/2  
Haut de duplex, 2 c.c. fermées, terrasse, tranquille et propre. Réf. exigées. 514-522-5533

QUARTIER LATIN 1000 p.c.  
1 c.c. ent. rénové, très ensoleillé. 925\$. 514-843-8116 (jour) 450-967-7273 (soir)

ST-DENIS PRÈS DE JARRY  
Beau 4 1/2 2<sup>e</sup> étage. Libre. 560\$ 514-383-0492

VILLE ST-LAURENT - Grand 5 1/2  
Rénové, 2<sup>e</sup> balcon, stat. Chauffé. Libre imm. 875\$. 514-747-5607

**161 SOUS-LOCATION**  
Location temporaire grand 7 1/2  
Fav. Mars 07, près du parc Jeanne Mance, meublé chauff. 3 c.c. Tel. + Net 2000\$<sup>m</sup> 514-714-9498

MILE END 1<sup>er</sup> Janv. au 1<sup>er</sup> Juin  
Magnifique meublé, mois ou sem. 1600 pc. Tout équipé avec foyer et terrasse. 1500\$<sup>m</sup> ou 500\$/sem. 514-435-8688

**165 PROPRIÉTÉS À LOUER**  
VILLE MONT-ROYAL  
3+1 c. à c. Construction 2006. Garage double, bois franc, cuisine grill, a/c. Très beau! 2 150\$/mois 514-984-8322

**167 MEUBLES**  
PIED À TERRE MILE END  
Sur deux étages. Il inclus. Stat. 1 à 4 pers. Court Long terme. 514-277-7374  
gleautroiselles@hotmail.com

**LES PETITES ANNONCES**

**DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00**

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone : 514-985-3322  
Télécopieur : 514-985-3340  
petitesannonces@ledevoir.com  
Conditions de paiement : cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS MasterCard VISA

**170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER**  
À PARIS - Marais 400 euros/sem  
Provence - Toulon 400 euros/xyzapl@yahoo.fr

**176 CHALETS À LOUER**  
ESTRIE - Près des pistes de ski, site privé, luxueux, 2 c.c. non fum. Week-end/sem/mois. 514-522-8787

ST-ADOLPHE-de-HOWARD  
13 janvier au 15 avril  
4 c.c. Foyer. Sk de fond. 4 800\$ tout inclus. 514-992-1355

**307 LIVRES ET DISQUES**  
"Librairie Bonheur d'Occasion" achète à domicile livres de qualité en tout genre. (514) 914-2142 4487 de la Roche-Mt-Royal

**335 BOIS DE FOYER**  
\*\*\* BOIS DE FOYER SEC \*\*\*  
De première qualité. Sur livraison seulement. 514-519-3975

**529 OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS**  
DIVORCE À L'AMIABLE  
Avec projet d'accord. Rapide, sans stress et peu coûteux 399\$ taxes incluses. www.divorceexpressquebec.com

**530 COURS**  
ATELIER D'ÉCRITURE À MTL  
Info: www.sylvie-massotte.qc.ca

## AVIS DE DÉCÈS

**Belleau, Louise**  
1925-2006

À Montréal, le 25 décembre 2006, à l'âge de 81 ans, est décédée Louise Belleau. Elle laisse dans le deuil son frère Pierre (Pauline Desrochers), sa sœur Monique et la famille Nguyen, ses neveux ainsi que parents et amis. Exposée au salon.

Alfred Dallaire  
**MEMORIA**  
1120, Jean-Talon Est, Montréal  
www.memoria.ca 514-277-7778

Le jeudi 28 décembre 2006 de 18 à 22 heures et le vendredi 29 décembre dès 9 heures. Les funérailles auront lieu le vendredi 29 décembre, à 11 heures, en l'église St-Paul-de-la-Croix, suivies de l'inhumation à Notre-Dame-des-Neiges.

**Boivin, Sœur Anita, C.N.D. (S.S. Rosa)**

Est décédée à l'hôpital Lakeshore le 26 décembre 2006, à l'âge de 86 ans et 9 mois, dont 86 ans de vie religieuse à la Congrégation de Notre-Dame. Elle était la fille de feu Amédée Boivin et de feu Rose Cyr. Outre sa famille religieuse, et particulièrement ses compagnes de Pointe-Claire, elle laisse dans le deuil son frère Albert C.S.V., ses belles-sœurs, Mme Estelle Boivin (feu Germain Boivin) et Mme Augustina Boivin (feu Gérard Boivin), ainsi que de nombreux neveux et nièces, parents et amis. La dépouille sera exposée au salon.

Alfred Dallaire  
**MEMORIA**  
1111, ave Laurier O., Outremont  
www.memoria.ca 514-277-7778

Le vendredi 29 décembre 2006 de 18 à 21 heures. Une célébration de prières aura lieu le même jour, à 19 h 30, au même endroit. Le lendemain, le salon sera ouvert dès 9 heures et les funérailles seront célébrées à 10 heures en l'église Saint-Vincent d'Outremont située à quelques pas du salon.

ecologie@memorial.com  
1901, rue Mont-Royal Est  
Montréal (Québec) H3T 1G1  
(514) 574-1149  
Télécopieur : 514-574-7998  
www.memorial.com

**Pour publication section décès**

**Le mémorial**  
Tous les jours de 10 h à 18 h 30

SP Société canadienne de la sécurité en conduite  
1-800-367-7602 www.scdm-quebec.com

## LES ACTUALITÉS

## Des bactéries intestinales seraient en partie responsables de l'obésité

PAULINE GRAVEL

Le poids corporel d'une personne ne découlerait pas uniquement de sa génétique, de ce qu'elle mange et de l'exercice qu'elle pratique. Il dépendrait aussi de l'activité digestive des bactéries qui vivent dans ses intestins, nous apprennent des chercheurs américains dans la dernière édition de la revue *Nature*.

L'étonnante découverte de ces scientifiques souligne le rôle déterminant que semble jouer la flore bactérienne dans l'obésité et suggère ainsi une nouvelle piste de traitement pour soigner ce qui s'avère le fléau de notre époque.

Le problème réside dans l'abondance relative de deux grandes familles de bactéries: les *bacteroidetes* et les *firmicutes* qui composent 90 % de la flore intestinale de l'humain et des souris blanches de laboratoire. L'équipe du professeur Jeffrey Gordon de la Washington University School of Medicine à Saint Louis au Missouri a observé que les intestins des personnes obèses étaient colonisés par une plus grande proportion de *firmicutes* que de *bacteroidetes* comparativement aux individus plus minces. Et lorsque ces personnes souffrant d'embonpoint suivaient un régime hypocalorique, la proportion de *bacteroidetes* s'accroissait à mesure qu'elles perdaient du poids.

Une étude précédente avait également révélé que les intestins des souris obèses présentaient la même carence en *bacteroidetes* observée chez les humains. Plus récemment, l'équipe du P. Gordon a découvert que les souris auxquelles on avait transféré un échantillon de la flore bactérienne de souris obèses parvenaient à extraire davantage de calories des aliments qu'elles avaient ingérés que celles qui avaient reçu les bactéries présentes dans les intestins des animaux sveltes. Les chercheurs ont également remarqué que les bactéries colonisant le tube digestif des animaux obèses étaient particulièrement bien pourvues en enzymes capables de briser des sucres complexes généralement indigestibles et présents dans les fruits, les légumes et les grains de céréales.

Des résultats similaires ayant été obtenus chez les humains, cela permet désormais de comprendre pourquoi deux individus qui mangent la même quantité de nourriture (c'est-à-dire consommant autant de calories) chaque jour et qui pratiquent autant d'exercice l'un que l'autre (c'est-à-dire brûlant un nombre égal de calories) peuvent néanmoins avoir un tour de taille complètement différent. La pauvre personne qui engraisse sans cesse héberge vraisemblablement un plus grand nombre de *firmicutes*, qui sont de très efficaces extracteurs de calories, dont l'excès est converti en gras que l'organisme entrepose dans les tissus. Par contre, la personne qui maintient son poids possède davantage de *bacteroidetes* qui tirent moins de calories des mêmes aliments.

Les chercheurs affirment avoir découvert une nouvelle cible thérapeutique pour combattre l'obésité.

Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR  
Le poids d'une personne ne découlerait pas uniquement de sa génétique ou de ce qu'elle mange. Il dépendrait aussi de l'activité digestive des bactéries qui vivent dans ses intestins.

Dans le sud afghan

## Les talibans, un ennemi difficilement saisissable

BILL GRAVELAND

Howz-E Madad, Afghanistan — Dans l'offensive que mène l'OTAN au sud de l'Afghanistan, l'ennemi taliban s'avère difficilement saisissable.

Plus d'une semaine après que les troupes canadiennes soient entrées dans le petit village de Howz-E Madad sans rencontrer de résistance, les Canadiens n'ont pas encore affronté d'insurgés dans le cadre de leur participation à l'opération Bazz Tsuka, expression qui signifie «sommet du faucon» en pashto, la langue locale.

L'offensive, à laquelle participent aussi des forces britanniques, néerlandaises et afghanes, a débuté à la mi-décembre et vise à éliminer les talibans des districts de Panjwaii et Zhare, et à remettre le contrôle de la région aux forces de sécurité afghanes, tout en assurant une aide humanitaire à la population locale.

Les membres des forces armées croient que des talibans se cachent dans les environs, mais il semble qu'il soit extrêmement difficile de les trouver.

Le théâtre des opérations est gigantesque, soulignait le commandant de l'opération, le major Mike Wright, un Ontarien, en entrevue, mardi.

«A mesure que nous nous déplaçons, nous sommes toujours à la recherche d'indices de combat — absence de femmes et d'enfants, présence de beaucoup d'hommes en âge de combattre, par exemple, a-t-il expliqué. Mais les rebelles talibans se fondent aisément dans la population et de plus, ils ont accès à des centaines de cachettes dans cette région désertique.»

Dans le cours de leurs patrouilles, les soldats croient en effet des dizaines de petites constructions faites de boue durcie, érigées par les Afghans au fil de centaines d'années de vie nomade.

«Bien que ces bâtiments soient composés de boue séchée et de paille, notamment, ils ont tenu bon [...] des centaines d'années, et ils sont pratiquement indestructibles, même si le fait d'avoir des chars d'assaut nous aide maintenant, bien sûr», a poursuivi le major.

Au moment de s'installer pour passer la nuit, les troupes ont d'ailleurs dû effectuer des vérifications de sécurité dans deux de ces mini-forteresse.

Entrant dans une cour à ciel ouvert, où des chèvres et des poulets fouillent le sol à la recherche de nourriture, les soldats n'y trouveront finalement que des femmes et des enfants. Mais n'importe laquelle de ces enceintes pourrait dissimuler des talibans, et leur assurer ainsi une base d'opérations toute prête, note le major Wright.

Presse canadienne

Spécial de fin d'année incomparable!

# Des vols à volonté 279\$

à partir de  
par mois

Faites le calcul: pour le prix d'un aller-retour, voyagez autant que vous le voulez, huit jours par mois.

Passes de vols—2 mois

Zone Est canadien

Option 2 jours	Option 3 jours
279\$	409\$
par mois	par mois

Zone Canada

Option 2 jours	Option 3 jours
329\$	489\$
par mois	par mois

Zone Amérique du Nord

Option 2 jours	Option 3 jours
379\$	569\$
par mois	par mois

Seule Air Canada vous offre la liberté de voyager à votre façon. Et voici comment:

- Achetez une **Passé Bienvenue à bord** en ligne
- Voyagez n'importe où dans une zone déterminée, autant que vous le voulez, les mardis et samedis ou les mardis, samedis et dimanches
- Voyagez entre le 9 janvier et le 6 mars 2007
- **En prime**: choisissez l'option 3 jours et obtenez 2 crédits de vol aller simple pour voyager n'importe quel jour, dans la même zone, du 10 avril au 10 mai 2007

Des offres comme celle-ci ne se présentent pas souvent. Ne la manquez pas. Achetez votre passe d'ici le 3 janvier 2007.

Choisissez librement en ligne ou en appelant votre agent de voyages.

STAR ALLIANCE

aircanada.com

## ÉDITORIAL

## La charade iranienne

La riposte du gouvernement iranien aux sanctions décrétées par l'ONU tient en un mot: bravade. En effet, Téhéran a décidé de reprendre dès aujourd'hui toutes les activités d'enrichissement d'uranium, bien conscient que le manque d'unité au sein du Conseil de sécurité joue en sa faveur.

Rarement accouchement d'une résolution aura été aussi laborieux que celui afférent aux mesures punitives décidées par les membres permanents de l'ONU augmentés de l'Allemagne (5 + 1). Cela fait au moins deux ans que ces derniers s'activent à la formation d'un front commun destiné, dès l'origine de la polémique, à faire entendre raison au récalcitrant. Jusqu'à la dernière minute, la Russie a négocié les moindres virgules du document rédigé par la tróika européenne (Allemagne, France et Grande-Bretagne) afin de préserver son fonds de commerce. Littéralement.

Son objectif, la Russie l'a atteint. Toutes les dispositions avancées par la tróika qui n'avaient pas un lien direct ou indirect avec le nucléaire ont été gommées afin de satisfaire les Russes mais surtout éviter qu'ils ne brandissent leur droit de veto. Ainsi, ils pourront poursuivre la construction d'une centrale nucléaire à usage civil et vendre leurs armes. Dans cette réduction de la portée des sanctions définies par le camp des Occidentaux, Moscou a pu compter sur le soutien de la Chine. Son motif? Elle ne voulait pas s'aliéner un Iran avec lequel elle a signé il y a à peine quelques mois le contrat le plus imposant, d'un point de vue financier s'entend, de distribution d'hydrocarbures.

Au vu de l'évolution du dossier dans les heures antérieures au vote du Conseil de sécurité, on ne peut que trouver approprié ou réaliste, même si on ne partage pas de tout ses vues, le commentaire employé par le président Mahmoud Ahmadinejad pour qualifier le document onusien: «Un bout de papier froissé.» A ce propos, les élus iraniens ont voté hier une loi qui laisse toute marge de manoeuvre en matière nucléaire au pouvoir exécutif, y compris le possible retrait du... Traité de non-prolifération.

Cela étant, attardons-nous aux conséquences géopolitiques qu'a déjà eues ce sujet nucléaire. Car celles-ci annoncent des lendemains plus difficiles ou plus exactement une exacerbation plus prononcée que jamais des relations entre différents pays de la région et surtout entre différentes religions.

En Afghanistan, on a observé qu'au fur et à mesure que le ton montait sur le front nucléaire entre les États-Unis et les Européens d'un côté et les Iraniens de l'autre, ceux-ci élargissaient leur champ d'action. Ainsi, ils investissent beaucoup plus aujourd'hui qu'il y a trois ans, notamment dans tout ce qui a trait aux infrastructures de communication dans l'ouest du pays. Soit, autrement dit, dans les provinces afghanes situées à la périphérie de l'Iran où les 20 % de chiïtes que compte ce pays sont concentrés.

Pour les diplomates européens familiers de cette région, l'Iran ambitionne de faire dans cette partie de l'Afghanistan ce qui a été accompli et en voie d'être réalisé en Irak: étendre et renforcer son influence politique. C'est ce qui expliquerait en partie l'augmentation des actions militaires que Téhéran effectue en territoire afghan. N'oublions pas qu'il y a cinq jours à peine, les autorités britanniques ont arrêté un interprète qui travaillait au sein de l'état-major de l'OTAN en Afghanistan. On l'accuse d'espionnage pour le bénéfice d'on devine qui.

En Arabie saoudite, l'éventualité que l'Iran se dote un jour de la bombe effraie tellement les esprits qu'elle a provoqué un geste passé quasi inaperçu de ce côté-ci de l'Atlantique. Il y a peu, le gouvernement de ce pays, en association avec les autres gouvernements du golfe Persique, a indiqué son intention de développer le nucléaire civil. Qu'on y songe: les nations de ce coin du monde regorgent de pétrole mais veulent tout de même se lancer dans la production du nucléaire civil.

Toujours est-il que parallèlement au dévoilement de cette intention, les monarques des environs ont libéré la parole des porte-voix, mais sur un sujet et un seul: la montée en puissance de l'Iran, considéré comme une république d'apostats parce que berceau du chiïsme. De sorte que la menace iranienne est désormais au centre de tous les débats, de toutes les discussions.

Au fond, le nucléaire iranien est à l'image de la charade à tiroirs. Il est aisé d'en décliner les variables mais il est extrêmement difficile d'en trouver la résolution. En clair, si un affrontement est prévisible, bien malin qui peut en prédire l'issue.



Serge Truffaut



REPRISE

## LETTRES

## Le Québec à l'Unesco: une savoureuse plaisanterie

Je trouve à la fois savoureux et affligeant que nombre de nos médias, et non des moindres, aient pris au sérieux la véritable mystification que constitue l'annonce de l'entrée éventuelle du Québec à l'UNESCO. Comment des rédacteurs et des commentateurs en principe sérieux et informés ont-ils pu une fois encore se laisser dupes par les effets d'annonce de l'affabulateur Stephen Harper, qui poursuit sa cour effrénée du Québec? Comment ont-ils pu oublier la vieille leçon de la fable: «Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute»?

L'UNESCO, comme toute autre organisation de la famille des Nations unies, ne peut accepter en son sein que des États indépendants quel que soit le statut qui leur est attribué, membres à part entière ou observateurs. Par ailleurs, chaque État peut composer sa délégation comme il l'entend, que ce soit lors de la conférence biennale ou lors de toute autre manifestation. Et chaque État membre ne dispose que d'un siège au sein de cette organisation. Ce qui est arrivé, c'est que le gouvernement central, dans le cadre d'une entente Ottawa-Québec, a décidé d'attribuer formellement une place clairement identifiée au Québec lors de chaque conférence de l'UNESCO, avec droit pour le Québec de désigner lui-même son

présentant au sein de la délégation canadienne. C'est ce dernier élément qui constitue la seule innovation. Encore une fois, cela concerne strictement les relations Ottawa-Québec et nullement les prétendus rapports Québec-UNESCO, qui ne sauraient exister... tant que le Québec n'aura pas le courage d'assumer son indépendance et d'apparaître sur la scène internationale comme État souverain.

Jean-Marc Léger  
Montréal, le 21 décembre 2006

## Les élections porteront surtout sur le leadership

On parle de plus en plus d'élections pour le printemps, tant à Québec qu'à Ottawa. Jean Charest voudrait profiter de son élan pour tenter sa chance et Stephen Harper voudrait profiter du manque de préparation des libéraux. Mais ces circonstances ne leur garantissent pas l'autre ingrédient nécessaire pour gagner: un programme convaincant. Car Jean Charest ne peut pas gagner seulement en distribuant des cadeaux à gauche et à droite. Et Stephen Harper ne peut pas gagner non plus en se contentant de limoger Rona Ambrose et en se dotant d'une nouvelle politique environnementale.

Ces politiques sont des chantiers complexes où c'est le premier ministre qui sert de

sormais de chef d'orchestre. Et c'est à ce niveau que les exigences des citoyens semblent évoluer, se transformant en énormes attentes.

Pour y arriver, Jean Charest devrait corriger ce qu'on lui reproche comme leader:

- son indifférence envers l'opinion publique;
- un programme qui va dans trop de directions à la fois;
- une défense mitigée des intérêts du Québec;
- un peu trop de patronage et de PPP;
- Stephen Harper n'est pas à l'abri des critiques lui non plus;
- ses politiques manquent de substance;
- ses décisions manquent de nuances;
- ses engagements militaires semblent mal avisés;
- ses amitiés américaines sont impopulaires;
- il ne connaît pas vraiment les Québécois;
- son programme pour l'avenir n'est pas clair.

Dans les circonstances, les élections du printemps porteront finalement sur le leadership. Il n'y a pas de recette pour être un bon leader. Certains chanceux, comme Lucien Bouchard, semblent être tombés dans la potion magique à la naissance. Pour les autres, un travail de persuasion s'impose. Une façon de redorer leur blason serait d'avoir un programme fort, un peu à la manière du livre rouge de Jean Chrétien en 1993.

Michel Magnan  
Directeur exécutif de Montréal stratégique  
Le 27 décembre 2006

## LIBRE OPINION

## Respecter l'intégrité de la mission de Condition féminine Canada

DIANE LAMOUREUX  
HÉLÈNE LEE-GOSSELIN  
SYLVIE MOREL

Professeures et membres du Comité-conseil ou du Comité scientifique de la chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes de l'Université Laval\*

Nous, professeurs d'université et féministes, c'est-à-dire préoccupés par l'avancement de la cause des femmes dans la société, dénonçons la manière dont le gouvernement fédéral se comporte aujourd'hui en matière de droits à l'égalité pour les femmes.

En effet, en cette période qui devrait correspondre à un moment de liesse puisque le 10 décembre dernier, Journée internationale des droits de la personne des Nations unies, a marqué le 25<sup>e</sup> anniversaire de la ratification par le Canada de la Convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes, force est de constater que l'heure est plutôt à l'inquiétude et à la colère. Alors que la défense des droits des femmes requerrait des efforts financiers d'une ampleur nouvelle, au moment même où le gouvernement fédéral accumule, année après année, d'énormes surplus budgétaires, c'est au contraire à l'abandon progressif du soutien gouvernemental fédéral aux programmes d'aide aux femmes que nous assistons.

## Capacité d'agir compromise

Ainsi, depuis l'automne dernier, le gouvernement fédéral s'est clairement engagé dans une voie d'action qui met en péril la mission dévolue à Condition féminine Canada (CFC), l'organisme fédéral responsable, tel que fièrement affiché sur le site de celui-ci, de promouvoir «l'égalité entre les sexes et d'assurer la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays».

Deux décisions importantes compromettent gravement la capacité d'agir de CFC. La première d'entre elles a trait aux restrictions budgétaires de cinq millions de dollars, annoncées le 25 septembre 2006, qui réduisent de près de 40 % le budget de fonctionnement total de cet organisme, qui s'élevait auparavant à 12,7 millions. Ces compressions se sont notamment traduites par la fermeture de 12 des 16 bureaux régionaux de CFC, dont celui de Québec.

La deuxième vient du changement de mandat assigné au programme «Promotion de la femme», qui subventionne les activités des groupes de femmes à travers le Canada. Sous couvert d'une prétendue redistribution des fonds vers l'aide «directe» et «locale», les «activités nationales visant à revendiquer des droits et à influencer les gouvernements fédéral, provinciaux, et les administrations municipales» ne sont désormais plus admissibles à un financement. En clair, les groupes de femmes dont l'action est jugée dérangeante parce que trop revendicatrice et trop politique seront privés de soutien.

Outre ces mesures transformant fondamentalement les modalités d'in-

tervention de CFC auprès des groupes de femmes, il faut mentionner également la suppression brutale, en septembre dernier, du financement accordé au Programme de contestation judiciaire du Canada (PCC), dont l'objectif était de financer des causes types intentées par des personnes et des groupes en vue de contester les lois et politiques fédérales qui violent leurs droits constitutionnels à l'égalité.

En somme, ce gouvernement est en train de procéder en douce au démantèlement progressif d'un organisme dont nous pouvons pourtant, toutes et tous, témoigner de la nécessité pour la promotion des droits des femmes.

## Indispensable

Le travail de CFC est indispensable à l'amélioration de la situation des femmes ou, en d'autres termes, au respect par le Canada de ses engagements internationaux. Est-il besoin de rappeler, à cet égard, la déclaration suivante de Stephen Harper, rendue publique durant la dernière campagne électorale: «Si je suis élu, je prendrai des mesures concrètes et immédiates, comme l'ont recommandé les Nations unies, pour m'assurer que le Canada s'acquie entièrement de ses engagements envers les femmes.»

Nous rappelons au premier ministre du Canada non seulement ses propres engagements électoraux mais également combien long et ardu est encore le chemin à parcourir avant que l'égalité entre les sexes (en matière de représentation politique, d'emploi, de droit à l'intégrité physique, etc.) ne soit chose faite.

Il faut répéter aussi à quel point les acquis des femmes demeurent fragiles dans des sociétés comme les nôtres, aux prises avec des intégrismes et des conservatismes de toutes tendances. La défense des droits des femmes doit rester une priorité, et cela requiert que le gouvernement fédéral n'abandonne pas ses responsabilités à cet égard.

Nous réitérons donc les demandes déjà exprimées à de nombreuses reprises à la ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine, Beverly J. Oda, et au premier ministre Stephen Harper, dans des lettres, des pétitions ou à l'occasion de manifestations, afin que cessent les atteintes portées au Canada contre les droits des femmes et des plus démunis.

Nous voulons également témoigner de notre solidarité avec le Regroupement des groupes de femmes de la région de Québec (Portneuf-Québec-Charlevoix), qui faisait connaître, il y a quelques jours, son profond mécontentement devant l'ensemble des décisions mentionnées ci-dessus et la fermeture du bureau régional de Québec, ainsi qu'avec tous les groupes œuvrant dans les régions frappées par la fermeture d'un bureau de CFC.

Sans même parler du renforcement des politiques publiques dont est directement tributaire la sécurité économique des Canadiennes (léislation en matière d'équité salariale, services de garde aux enfants, soutien au logement, etc.), les demandes visant simplement à restaurer l'intégrité de la mission de CFC sont les suivantes: que la ministre Oda rétablisse sans dé-

lai le budget de CFC, maintienne les bureaux régionaux et la mission première du programme «Promotion de la femme» et continue de soutenir financièrement les groupes de femmes auxquels ce dernier est dédié.

\* Ont donné leur appui à cette lettre les 136 personnes dont les noms figurent ci-après: Alary, Michel; Amiot, Pierre; Anderson, Alan; Arrien, Sophie-Jan; Audet, Michel; Audette, Marie; Baril-Gingras, Geneviève; Beaudoin, Pierre; Beauregard, Robert; Bédard, Diane; Bégin, Luc; Bélanger, André; Bélanger, Norma; Belleau, Marie-Claire; Bellefle, Pierre; Bellemare, Marie; Benhamou, Nicole; Bergeron, François; Bernier, Colette; Bernier, Jean; Bilodeau, Renée; Blais, René; Bouthillier, Luc; Brin, Colette; Brisson, Josée; Brochu, Johanne; Cadrin, Paul; Cantin, Etienne; Cardu, Hélène; Carel, Maurice; Carrière, Monique; Chainé, Francine; Chandad, Fatiha; Charest, Pierre-Mathieu; Chartier, Anne; Comeau, Yvan; Couillard, Marie-Andrée; Daigle, Johanne; De Koninck, Marie; Deffis, Emilia; Déom, Esther; Derriennic, Jean-Pierre; Desautels, Jacques; Deshaies, Denise; Desharnais, Josée; Desrosiers, Julie; Dion, Patricia; Drainville, André C.; Drolet, Guy; Dubois, Marie-Claude; Dufour, Jean-Claude; Foriero, Adolfo; Fossard, Marion; Gendron, Michel; Gervais, Marie; Gingras, Anne-Marie; Gourdeau, Frédéric; Grenier, Gilbert; Guèvremont, Véronique; Guilbert, Lucille; Hermon, Ella; Huot, Jacques; Issalys, Pierre; Jeannotte, Lucie; Jobin, Jean; Kugler, Marianne; Labrecque, Marie-France; Lacasse, Serge; Langevin, Louise; Langlois, Lyse; Langlois, Serge; Lapointe, Line; Larue, Bruno; Lasserre, Frédéric; Laurin, Danielle; Lavallée, Marguerite; Le Bossé, Yann; Lebout, Marie-France; Lemieux, Raymond; Leroueil, Serge; Levesave, Maurice; Macoir, Joel; Marchand, Raymond; Marciel, Yvan; Marcoux, Richard; Martel, Richard; Mathieu, Louise; Mercier, Jacques; Moisan, Jocelyne; Moisan, Jocelyne; Montreuil, Sylvie; Mura, Roberta; Naccache, Paul H.; Naccarato, Mario; O'Neil Michel; Papadopoulou, Barbara; Parent, Claudine; Parent, Diane; Parks, Suzanne; Payette, Serge; Pelchat, Marc; Pelletier, Réjean; Piché, Denise; Pierre, Roger; Plante, France; Plante, Jean; Poulin, Monique; Pouliot, Jacinthe; Pouliot, Roxane; Proulx, Denis; Rainville, Simon; Richard, Marc J.; Rivet, Jacques; Rivet, Nicole; Roberge, René-Michel; Robitaille, Jean; Rousseau, Stéphanie; Roy, Denis; Roy, Irène; Roy, René; Saillant, Francine; Savoie, Chantal; Séguin, Carl; Spain, Armelle; Stevanovic, Tatjana; St-Hilaire, Marc; St-Onge, Myrville; Talbot, Serge; Tanguay, Robert M.; Théberge, André; Thériault, Roger; Thibaut, Victor; Turgeon, Julie; Vandersmissen, M. H.; Vervacke, Sabrina; Vincent, Diane.

## IDÉES

## La position de l'EM sur le salaire minimum: un exemple d'aveuglement idéologique

ESTHER PAQUET

Responsable des dossiers politiques à l'organisme Au bas l'échelle

Dans son édition du mercredi 20 décembre, *Le Devoir* faisait paraître une lettre d'opinion de Nathalie Elgrably, de l'Institut économique de Montréal (IEM), sur les prétendus effets catastrophiques du salaire minimum.

On ne peut qu'être envahi d'un sentiment d'irréalité à la lecture de cette lettre: sur quelle planète vit donc Mme Elgrably lorsqu'elle nous dit que le gouvernement, en haussant le salaire minimum, «entre la négociation d'ententes mutuellement avantageuses» entre les employeurs et les travailleurs? Ai-je bien lu «mutuellement avantageuses»?

De tels propos révèlent une profonde méconnaissance de la réalité des travailleurs non syndiqués rémunérés au salaire minimum. Seuls, donc sans rapport de force, ils n'ont pas l'ombre d'un pouvoir de négociation face à leur employeur.

Ils ne bénéficient généralement d'aucune autre augmentation salariale que celle décrétée par le gouvernement.

Toujours selon Mme Elgrably, le salaire minimum touche surtout des jeunes qui habitent chez leurs parents et qui ne sont pas pauvres. Il est vrai qu'on retrouve un nombre élevé de jeunes parmi les personnes travaillant au salaire minimum, mais il faut se rappeler que ces jeunes n'effectuent qu'une petite proportion (moins de 20 %) de l'ensemble des heures travaillées à ce taux puisque la plupart sont encore aux études.

Quant au rôle du salaire minimum devant la pauvreté, rappelons à l'IEM que près de 30 % des personnes qui gagnent le salaire minimum sont le principal soutien de famille. De plus, 30 % des personnes qui travaillent à temps plein pour un salaire horaire de moins de 10 \$ font partie de ménages pauvres. Que ces personnes soient soutien principal ou non, leur apport financier est donc essentiel au ménage.

## Effets pervers

Pour aider les personnes à faibles revenus, l'IEM prône les mesures de supplémentation au revenu (MSR), comme la prime au travail. Ces mesures présentent de nombreux effets pervers, dont voici les principaux.

■ Les MSR risquent d'exercer des pressions à la baisse sur les salaires et de favoriser l'existence d'emplois de mauvaise qualité, ce qui est d'ailleurs reconnu par l'OCDE. À long terme, les MSR pourraient n'avoir aucun effet sur le niveau de pauvreté puisqu'elles contribuent à maintenir des salaires faibles et, donc, ne relèvent pas le revenu total des personnes à bas salaire.

■ Avec les MSR, on quitte le terrain des relations de travail pour aller sur celui des prestations sociales, ce qui n'est pas sans conséquence. Une prestation sociale n'étant pas un salaire, aucune cotisation n'y est prélevée pour l'assurance emploi, l'assurance parentale, les régimes publics de retraite, etc. La sécurité sociale des travailleurs s'en trouve donc directement affectée alors qu'elle représente une dimension très importante de la sécurité économique des personnes salariées. Cela aussi, l'OCDE le reconnaît. Le fait qu'il s'agisse d'un revenu fiscalisé et non d'un revenu salarial affecte également les montants versés pour les heures supplémentaires, les jours fériés, etc.

■ Quitter le terrain des relations de travail pour aller sur celui des prestations sociales a un autre effet: cela désresponsabilise les entreprises, qui peuvent ainsi transférer une partie de leurs coûts salariaux vers les mesures sociales financées par la collectivité. Ces mêmes entreprises réclament régulièrement une réduction de leur participation au financement des programmes sociaux, au nom, bien sûr, de la compétitivité.

■ Le salaire minimum a, entre autres rôles, celui



Montréalais à la recherche d'un emploi.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

de fixer la valeur minimale du travail dans notre société. En exerçant des pressions à la baisse sur les salaires, les MSR ont pour effet de diminuer cette valeur et d'entraîner une dévalorisation du travail, tant sur le plan symbolique que sur celui de la rémunération.

## Douteuse causalité

L'IEM affirme également que des «rigidités» comme le salaire minimum «freinent la création d'emplois et créent du chômage». Ce lien de causalité entre hausse du salaire minimum et pertes d'emplois est rudement mis à l'épreuve par de nombreuses recherches empiriques menées depuis le début des années 90.

Par exemple, une étude empirique américaine du Fiscal Policy Institute (2004) a constaté que, de 1998 à 2001, le nombre de petites entreprises a augmenté deux fois plus rapidement dans les États où le niveau du salaire minimum était plus élevé et que le nombre total d'emplois y a aussi augmenté plus vite. Des résultats similaires ont été obtenus dans le secteur du commerce de détail.

Sans surprise, l'IEM cible la syndicalisation comme un autre facteur responsable de nos prétendues

piètres performances sur le marché du travail. Pourtant, selon la dernière étude de la firme KPMG sur les coûts des entreprises, Montréal a été jugée la moins coûteuse pour les entreprises parmi les métropoles de plus de deux millions d'habitants en Amérique du Nord. Pas mal pour un environnement si «rigide»...

En terminant, rappelons à l'IEM et à Mme Elgrably que le revenu annuel brut d'une personne qui travaille 40 heures par semaine au taux actuel du salaire minimum (7,75 \$) est de 16 120 \$.

Ce revenu de misère ne représente que 76 % du seuil de faible revenu, ce qui est totalement inacceptable.

La réglementation sur le salaire minimum ne vise pas à protéger les profits des entreprises mais à assurer un revenu minimum décent aux travailleurs.

Elle doit faire partie intégrante d'une stratégie globale de lutte contre la pauvreté, et il faut rapidement mettre en place une politique de redressement qui permettra d'annuler cet écart de 24 % entre le seuil de faible revenu et le revenu annuel d'une personne travaillant 40 heures par semaine au salaire minimum.

## Le capitalisme, un exemple de rigidité

COLIN L'ÉRIGER

Étudiant à l'Université du Québec à Montréal

Dans un texte publié dans *Le Devoir* du 20 décembre 2006, Nathalie Elgrably affirme que le salaire minimum et le syndicalisme pénalisent les travailleurs et rendent rigide le marché économique («Le salaire minimum, un exemple de rigidité»). Je m'oppose à cette vision qui enferme toute réflexion sur les logiques économiques dans un moule de néolibéralisme.

Rappelons certains faits sur l'évolution du capitalisme. Pendant la première révolution industrielle en Angleterre, les travailleurs ont d'épouvantables conditions de travail: des semaines de six jours, des journées de 15 heures, des locaux sales, mal aérés et bruyants et des horaires épuisants.

Étant donné l'absence de contraintes (salaire minimum, syndicalisme, réglementations) et la liberté parfaite de la main-d'œuvre, les femmes et les enfants doivent travailler pour survivre.

Dès l'âge de six ans, ils entrent dans les mines ou dans les usines de textile et sont payés jusqu'à quatre fois moins cher que les hommes.

La liberté totale crée des abus. La négociation des conditions entre un employeur et ses travailleurs est un mythe pur et dur.

Peut-on  
appréhender  
le travail  
d'une autre  
façon qu'en  
fonction  
des concepts  
de  
productivité?

## Affaire d'éthique

Dans la pensée capitaliste actuelle, l'élimination du salaire minimum et de toutes les protections du travailleur est idéale. Toutefois, les règles du marché néolibéral ne sont jamais appliquées rigoureusement pour créer un véritable marché libre. Les mesures protectionnistes américaines ayant causé la crise de 1929, le conflit du bois d'œuvre, la crise forestière québécoise et la subvention massive des entreprises montrent bien que nous sommes encore loin d'un modèle prisé par certains économistes. Bref, l'idéologie d'Adam Smith est rapidement reléguée aux oubliettes!

La situation a-t-elle vraiment évolué depuis la première révolution industrielle? Dans les pays occidentaux, oui. Grâce aux combats des travailleurs et de libres penseurs, on a pu concrétiser certains concepts comme le syndicalisme, le salaire minimum, la journée de huit heures et la protection des travailleurs contre les principaux abus.

Dans les pays sous-développés, la situation est différente. Les hommes, les femmes et les enfants travaillent encore dans des conditions précaires pour de riches inconnus.

Au-delà de ces concepts en matière d'économie, il y a matière à réflexion sur l'éthique du capitalisme. Le paradigme économique nous enferme dans un mode de pensée absolu. Dans ces calculs éco-

nomiques absurdes, on peut même attribuer une valeur à la culture, à l'être humain et à la vie. Peut-on appréhender le travail d'une autre façon qu'en fonction des concepts de productivité, de rentabilité et de profit?

## Salaire maximum

Il serait intéressant de tourner les idées néolibérales de Nathalie Elgrably à l'envers. Pourquoi ne pas instaurer un salaire maximum? L'intérêt de gagner toujours plus d'argent serait amoindri de façon significative puisqu'on ne pourrait même pas profiter de cet argent.

En calculant grossièrement les avoirs des dix personnes les plus riches au monde, on pourrait redistribuer à la communauté mondiale des sommes totalisant environ 280 milliards de dollars. On éliminerait aussi tous les paradis fiscaux puisque toute accumulation excessive de capital serait prohibée. Ces mesures n'empêcheraient pas le commerce dans sa nature même. Elles transformeraient une économie mondialisée et déshumanisée en une économie locale et communautaire.

Nous sommes responsables du salaire des riches parce que nous continuons à consommer leurs produits, à les aduler et à considérer comme absolues les règles économiques de notre système capitaliste. En véhiculant des idées sur l'abolition du salaire minimum, on contribue à augmenter les iniquités entre les riches et les pauvres de toute la planète. La justice n'existera que lorsque le despotisme du pouvoir économique sera limité.

## Harper, un guide pour les souverainistes?

MATHIEU BOCK-CÔTÉ

Candidat au doctorat en sociologie à l'Université du Québec à Montréal

Dans un discours consacré à la reconnaissance de la nation québécoise, le premier ministre Stephen Harper, de passage à Jonquière, a récemment rappelé la contribution historique du Québec à la genèse du Canada. Celui-ci aurait toutefois contribué à la préservation de la différence québécoise en reconnaissant au fil du temps ses conséquences politiques par une série d'aménagements constitutionnels. Québec et Canada se devraient mutuellement leur existence et seraient appelés pour cela à collaborer durablement dans la pratique d'un fédéralisme assoupli et décentralisé.

Cette vision du Québec dans le Canada, on la partagera ou non. Normalement, un souverainiste devrait sauter devant une telle idéalisation du Canada des derniers siècles en se rappelant les enseignements encore indispensables de l'École historique de Montréal.

Mais l'essentiel n'est pas ici dans la vision de l'histoire mise en avant par Stephen Harper. Ce qui ressort plutôt de ce discours, c'est le désir manifeste du premier ministre fédéral d'inscrire son action dans une perspective surplombant l'actualité la plus immédiate pour placer la conscience historique au cœur de la légitimité politique canadienne. Pour le dire autrement, dans ce discours qui parachève à sa manière l'actualité politique d'ouverture au Québec, le premier ministre n'hésite pas à faire un usage décomplexé de la mémoire dans la mise en scène de son projet politique.

## La mémoire occultée

La chose peut surprendre. Contre les fédéralistes plaçant pour une décompression de l'identité et un calcul strictement comptable des vertus et mérites du lien canadien, les souverainistes référaient traditionnellement à l'identité québécoise et au destin national pour définir la nécessaire indépendance. Car le souverainisme était d'abord un nationalisme. Il suffit de se rappeler l'apport indéniable de Lucien Bouchard à la dernière campagne référendaire pour constater la force de la conscience historique dans l'agir politique. Dans une campagne morne et chiffrée, technocratique et désolante, celui qui était alors chef du Bloc québécois avait sauvé le camp du OUI du désastre en recapitulant l'histoire québécoise dans un discours assumant pleinement la dimension existentielle du politique pour une collectivité nationale.

Mais depuis le dernier référendum, on le sait, les souverainistes ont censuré toute référence à la mémoire pour définir leur projet dans un pur présentisme. La crise de panique post-référendaire aura miné l'espace politique pour les défenseurs de l'identité québécoise. Dans sa conversion au multiculturalisme, la direction bloquiste a même renié la référence aux deux peuples fondateurs, le pluralisme identitaire réclamant apparemment la négation de toute continuité historique dans la définition de la nation.

Certains commencent d'ailleurs à faire le bilan de cette modernisation désastreuse d'un souverainisme privé de ses raisons fortes. On ne casse pas un pays, non plus qu'on en fonde un autre, pour des raisons administratives, fiscales ou écologiques. On ne crée pas un État en niant l'identité du peuple qu'on désire amener à la pleine existence politique.

Mais voilà que la mauvaise conscience semble moins agissante dans le camp fédéraliste, chez un premier ministre qui n'avait pourtant par la réputation d'être un tendre envers notre peuple et qui mobilise soudainement la puissance de l'identité québécoise pour la mettre au service de sa cause.

Certainement, le conservatisme du premier ministre y est pour quelque chose, les partis au centre-droit assumant normalement mieux la réalité nationale que les partis progressistes se réclamant du pluralisme identitaire (comme on le constate aussi avec une Action démocratique faisant le pari de l'identité québécoise contre un Parti québécois se brisant sur un pathétique chartisme dans le débat entourant les accommodements raisonnables). Il n'en demeure pas moins que le premier ministre canadien vient d'avancer une pièce centrale sur l'échiquier politique en s'appropriant sous le nez des souverainistes la référence à l'histoire.

Ainsi, la défense de l'identité québécoise se confond de moins en moins avec la lutte pour l'indépendance. Il y a là un risque fatal pour le camp national.

## Dans le camp souverainiste

Que feront les souverainistes? Répondront-ils que la différence québécoise n'est plus identitaire, que Kyoto compte finalement pour bien plus dans l'argumentaire indépendantiste? Rajouteront-ils artificiellement quelques milliards à leur calcul du déséquilibre fiscal dans la perpétuation d'un souverainisme comptable? Ou comprendront-ils enfin qu'en désertant le domaine de la mémoire et de l'identité, ils sacrifient leurs avantages idéologiques à leurs adversaires et sabotent les raisons fondamentales d'un nationalisme dont ils sont pourtant les dépositaires?

Mais la direction actuelle du mouvement souverainiste ne semble absolument pas consciente du cul-de-sac où elle aura conduit sa cause et peine à s'élever à la hauteur d'un premier ministre fédéral qui a toujours plusieurs coups d'avance sur elle. Comme quoi le problème doctrinal des partis souverainistes recoupe désormais peut-être celui de leur direction.

## Écrivez-nous!

*Le Devoir* se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Choinard (éducation), Josée Billeau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (auteur et fait de société), Clairendre Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Monger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont, Philippe Poiroux (romans Internet), Isabelle Poiroux (sport), Lucien-Marc Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (économie), Michel Garneau (opinioniste), Diane Precourt (responsable des pages thématiques), Martin Duchon, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correspondants), Jacques Gervais et Jacques Nadeau (photographes), & l'information culturelle: Michel Bélair (éditeur et cabinet Culture), Julie Carpentier (rapport), Paul Bennett (rapport cabinet spécialisé et culture de l'après-midi), Stéphane Bailargeon (reporter), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), & l'information économique: Gérard Bédard (adjoint au directeur de l'information), Dominique Bény (rapport), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins, & l'information internationale: Jean-Pierre Legault (rapport international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Tailleux (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), & l'information politique: Hélène Bouchard et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Durracq (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Amélie Gaudreau (secrétaires à la rédaction), Marie-Pier Frappier, Alexandre Sibirak (romans), La documentation: Gilles Park (directeur), Manon Droume, Patrick Cossette (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlene Côté, Christiane Legault, Annelie Maltain, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Theriault (directrice administrative), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danièle Cantars, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, Olivier Zaida, INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAJET: Alexandre Gaudreau (coordinateur de la promotion et de la distribution), Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Brasseur, Manon Blachette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION: Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafuze, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chénier, Monique Proteau, Danielle Rioux.

# ACTUALITÉS

## Paris craint une « déstabilisation en chaîne » de toute la Corne de l'Afrique

Paris — Le chef de la diplomatie française Philippe Douste-Blazy s'est déclaré « profondément préoccupé » par la « menace de déstabilisation en chaîne » de toute la Corne de l'Afrique que représente le conflit en Somalie, dans une interview au quotidien *Le Parisien* publiée aujourd'hui.

M. Douste-Blazy estime également que les Somaliens devaient « être les seuls maîtres du destin de leur pays » et se dit opposé à toute « solution militaire » ou « qui ignore la souveraineté des États ou des peuples ».

« Je suis très profondément préoccupé par la situation qui prévaut en Somalie, comme d'ailleurs par

l'escalade générale de la violence dans l'ensemble de la Corne de l'Afrique », a-t-il dit.

M. Douste-Blazy a précisé que la France était « en relation permanente avec l'ensemble de ses partenaires, comme avec les autres pays de la sous-région ». « Je pense à l'Érythrée ou à Djibouti, qui sont eux aussi concernés par cette menace de déstabilisation en chaîne », a-t-il poursuivi.

La France possède à Djibouti, pays frontalier de la Somalie, sa plus grande base militaire à l'étranger.

« Le Darfour depuis maintenant près de quatre ans, la Somalie

maintenant: avec ces deux crises, c'est un risque majeur de déstabilisation dans une zone stratégique essentielle pour l'ensemble du continent africain », a estimé le ministre.

« Cesser les combats [est] la priorité des priorités », a jugé le ministre, « parce que les victimes de ces violences sont d'abord la population civile avec le retrait des ONG, les ruptures d'approvisionnement en eau et en nourriture ».

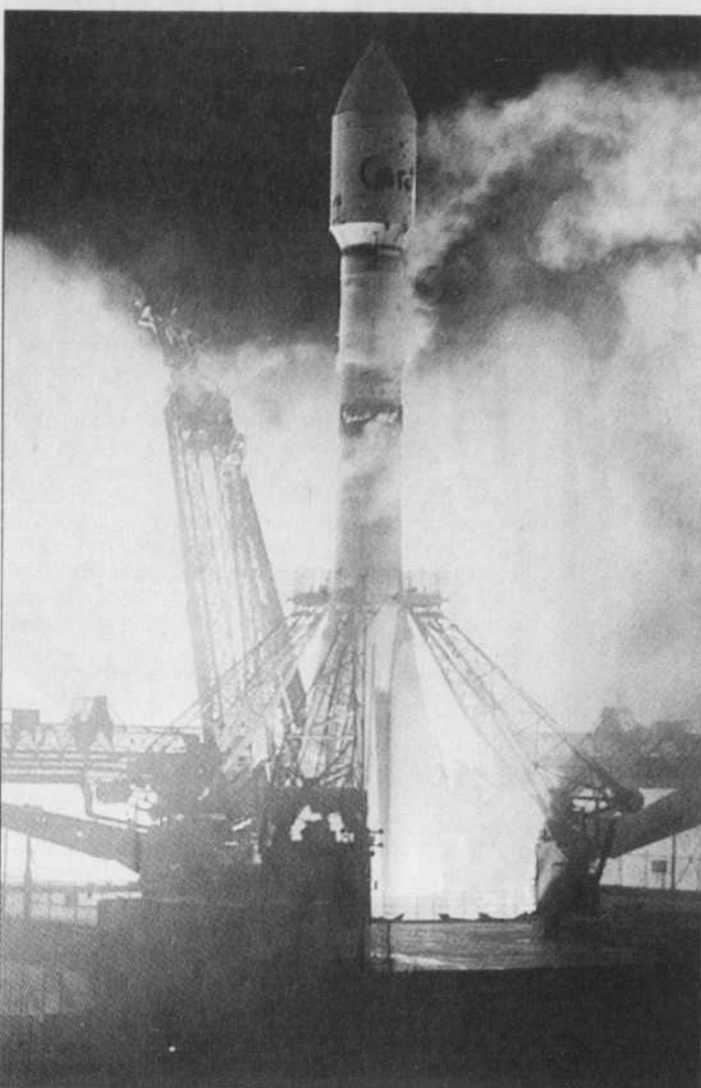
Il a appelé à « reprendre le dialogue engagé entre les Somaliens eux-mêmes, qui doivent être les seuls maîtres du destin de leur pays ». « En Somalie, comme ailleurs, notre position est constante:

dans le monde d'aujourd'hui, il ne peut y avoir de solution militaire durable », a-t-il dit. « Il ne peut y avoir davantage de solution qui ignore la souveraineté des États ou des peuples, quels qu'ils soient. »

Les forces gouvernementales somaliennes, appuyées par des troupes éthiopiennes, s'approchaient hier de Mogadiscio, contrôlé par les islamistes qui ont battu en retraite sur de nombreuses positions depuis mardi.

L'Union africaine (UA) a appelé au retrait des troupes éthiopiennes de Somalie et à l'arrêt des combats.

Agence France-Presse



Une fusée Soyouz a décollé hier du cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan, emportant vers son orbite le satellite Corot.

## COROT

SUITE DE LA PAGE 1

consiste en l'étude de l'intérieur d'un astre. « Imaginez une sphère dont vous ignorez si elle est vide ou pleine. En tapant dessus avec votre doigt, vous la ferez résonner et les particularités de ce son vous permettront de déterminer ce qu'il y a à l'intérieur. C'est la même chose pour les astres, sauf qu'on parle de variations de luminosité de leur brillance », souligne François Wesemael, professeur et chercheur en astronomie et en astrophysique à l'Université de Montréal.

Ainsi, ces statistiques que Corot promet de récolter permettront d'avancer des hypothèses, certaines touchant directement la vie sur Terre. « En comprenant le comportement des autres étoiles, on va pouvoir imaginer des scénarios en ce qui concerne notre propre planète. Par exemple, comment le Soleil va-t-il se comporter et combien de temps mettra-t-il pour suffisamment grossir et nous brûler? », explique Anthony Moffat. Plus encore, les données obtenues sur la composition des étoiles permettront de déterminer leur âge et, par extension, celui de l'Univers.

### À la quête d'exoplanètes

Même si ce n'était pas sa vocation de départ, Corot s'intéressera désormais aux exoplanètes. Le satellite possédait déjà tous les atouts pour servir à cette noble mission, alors pourquoi ne pas s'en servir? « Les exoplanètes, ça frappe l'imagination des gens, ça les intéresse beaucoup plus », constate M. Wesemael. Le télescope Hubble nous permettait déjà d'observer ces planètes dites extrasolaires. Corot, lui, nous permettra de faire des observations ne se limitant pas à des « Jupiter chauds », c'est-à-dire de très grosses planètes bouillantes situées trop près de leur étoile et ne possédant en rien les caractéristiques de la Terre.

Plus fine, la méthode de Corot est plus efficace. Tout comme on peut observer, à partir de la Terre, le transit de Vénus et Mercure sur le disque solaire, la captation continue des variations de la lumière des étoiles permettra de détecter des transits, en fait de minuscules éclipses, qui permettront de conclure à la présence d'une planète. Dès lors, à la suite de calculs complexes, il sera possible de déterminer les caractéristiques fondamentales de cette planète, sa masse, sa taille et sa distance par rapport à l'étoile, notamment, ce qui permettra ultimement d'explorer l'atmosphère de ces nouvelles planètes et d'y chercher des traces de vie, en particulier sur celles qui sont semblables à la Terre. « Jusqu'à présent, les techniques utilisées étaient beaucoup plus sensibles aux grosses planètes, les géantes gazeuses comme Jupiter ou Saturne. Corot s'inté-

sera aux planètes telluriques comme la Terre », précise M. Wesemael. Est-il possible que des êtres évoluent sur une autre planète similaire à la Terre? « Demandez à mille astronomes et vous aurez mille réponses différentes. On peut conjecturer à l'infini », croit-il. « Tout dépend de l'approche, si vous croyez que la Terre est le fruit d'une conjonction exceptionnelle et que ses formes de vie sont uniques ou si vous croyez que tout cela est assez courant et peut exister ailleurs en même temps », poursuit-il.

Une chose est sûre: Corot découvrira plus d'une exoplanète. En tout, une cinquantaine d'étoiles seront étudiées du point de vue de la sismologie stellaire et 60 000 étoiles en ce qui concerne les recherches sur les exoplanètes. D'après les calculs des probabilités des chercheurs du Centre national d'études spatiales en France (CNES), de 300 à 400 nouvelles planètes seront trouvées, parmi lesquelles une cinquantaine susceptibles de développer des formes de vie.

Chef-d'œuvre d'ingénierie ayant sollicité beaucoup de matière grise, Corot n'est pas le seul satellite du genre à avoir été envoyé dans l'espace. Il y a quelques années, l'Agence spatiale canadienne lançait *Most*, un minuscule télescope spatial effectuant des observations du même type que celles de Corot et qui allait lui aussi contribuer à percer certains des mystères de l'Univers. Comparativement à ceux du télescope français, les miroirs de cette création toute canadienne étaient de diamètre beaucoup plus petit et donc moins performants. « *Most* a néanmoins tracé la voie de ce type d'exploration à faible coût », souligne M. Wesemael. Les partenaires étrangers financent 40 % de l'instrument, le CNES assurant le financement de 85 % des 160 millions d'euros (245 millions \$CAN) que coûtera Corot au total. N'empêche que la France et ses partenaires sont fiers de cette belle « récupération » d'un instrument qui, au départ, avait une tout autre vocation. Ils sont d'autant plus fiers qu'ils auront été les premiers à lancer Corot, avant que les États-Uniens ne puissent lancer leur dernier-né, *Kepler*, dont le lancement est prévu en 2008.

Découvrons-nous d'autres systèmes solaires un jour? Même si nous n'avons pas encore pu connaître la Terre, Anthony Moffat, professeur et également membre de l'équipe de *Most*, est optimiste. « C'est un pas de géant dans la recherche. Ce projet de grande envergure va donner un sérieux coup de pouce dans le domaine. Il faut bien commencer quelque part », soutient-il.

Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

Celui-ci affirme que l'UTI a fait appel à des combattants étrangers, ce que démentent les islamistes.

La communauté internationale semble divisée sur l'attitude à adopter. Ainsi, le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas réussi mardi soir à se mettre d'accord sur une déclaration réclamant l'arrêt immédiat des combats et devait tenir de nouvelles consultations hier.

L'Éthiopie a estimé mardi qu'elle était « à mi-chemin » d'une victoire sur les islamistes.

Hier soir, le ministre de l'Information du gouvernement de transition somalien, Ali Ahmed Jamah, a assuré que les troupes éthiopiennes présentes en Somalie « rentreront très bientôt » dans leur pays.

De leur côté, les islamistes semblent répondre à un appel de leur chef, le cheikh Charif Ahmed, qui les a invités à se regrouper à Mogadiscio pour se préparer à une longue guerre contre le vieil adversaire éthiopien.

Tablant sur la traditionnelle rivalité entre l'Éthiopie à dominante chrétienne et la Somalie, l'UTI a présenté le conflit comme une guerre sainte contre des « croisés ».

L'Éthiopie évoque pour sa part une guerre contre des « terroristes » liés à al-Qaïda, ce qui lui vaut l'appui tacite de Washington, convaincu que des activistes islamistes se cachent en Somalie.

Le premier ministre éthiopien Meles Zenawi a affirmé que ses forces avaient tué un millier de combattants islamistes et en avaient blessé 3000, mais ces chiffres n'ont pas pu être confirmés de source indépendante.

Les islamistes disent de leur côté avoir tué des centaines d'adversaires.

L'Éthiopie se présente comme un adversaire de taille pour les combattants islamistes, qui sont soutenus par leur fervent religieux mais ne disposent pas des chasseurs Mig et de la longue expérience d'une des armées les plus efficaces d'Afrique.

Malgré cet avantage, la prise de Mogadiscio, ville de deux millions d'habitants, risque d'être difficile.

En 1993, les forces américaines appuyées par des hélicoptères Black Hawk avaient subi une humiliante

défaite dans la capitale, alors aux mains de milices parfaitement à l'aise dans le dédale de ruelles de la capitale.

Selon la Croix-Rouge, plus de 800 personnes ont été blessées et des milliers d'habitants ont fui la zone de combat. Les Nations unies ont averti que ces déplacements de populations risquaient d'entraîner une crise humanitaire dans une région qui se remet à peine de graves inondations.

Le Programme alimentaire mondial a annoncé qu'il avait été contraint de suspendre ses parachutages de vivres et de redéployer ses 25 employés travaillant entre le port méridional de Kismayo et Nairobi.

Les associations humanitaires doivent faire face à l'afflux de blessés descendant du front, à la fuite des civils des zones de combat et à l'interruption de l'aide alimentaire et médicale.

« Nos collègues sur place n'ont jamais vu une telle violence depuis dix ans en Somalie », déplore Pedram Yazdi, délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Des colonnes de réfugiés fuient les zones de combat et les employés humanitaires du camp de Dadaab, dans le nord du Kenya, se préparent au pire des scénarios: l'arrivée de 200 000 personnes chassées de chez elles.

Au cours de l'année écoulée, 34 000 Somaliens ont été accueillis dans l'un des trois camps installés à Dadaab. La plupart sont arrivés après la prise de Mogadiscio et d'une partie du sud du pays par les islamistes, en juin.

Les camps de la région accueillent actuellement 168 000 personnes, selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), plus de 500 000 des dix millions de Somaliens recevaient, avant même la flambée de violence de la semaine dernière, une aide alimentaire d'urgence en raison de l'état catastrophique des cultures après la sécheresse puis les pires inondations que le pays ait connues depuis des années.

Reuters et Agence France-Presse

## La GRC demande des renforts en Saskatchewan

Regina — La Gendarmerie royale du Canada en Saskatchewan a demandé en renfort 250 constables de l'Alberta et du Manitoba pour l'aider à faire face à une grève d'employés syndiqués du secteur public.

Les renforts sont requis pour agir à titre de gardes dans des établissements correctionnels, ce qui permettrait aux policiers de reprendre leurs tâches normales, a expliqué le sergent Brad Kaeding hier. Environ 800 employés des services correctionnels de la Saskatchewan entament une deuxième semaine de grève afin d'appuyer leur syndicat qui réclame un nouveau contrat de travail de trois ans. Ils appartiennent au Saskatchewan Government and General Union, qui compte 13 000 membres. Les gestionnaires et officiers de la GRC ont dû modifier leurs vacances du temps des Fêtes pour gérer les 11 prisons et maisons pour jeunes touchées par la grève.

Les négociations entre les deux parties sont rompues depuis jeudi dernier, quand le syndicat a demandé des augmentations salariales de 27 % sur trois ans. L'offre gouvernementale est de 9,5 %. Le contrat de travail est échoué depuis septembre.

Le gouvernement se dit prêt à reprendre les pourparlers, mais le syndicat prévient qu'il pourrait étendre le mouvement de grève à d'autres secteurs.

Presse canadienne

## NAULT

SUITE DE LA PAGE 1

pour les arts d'interprétation du gouvernement du Québec en 1984 et le Prix du gouverneur général pour les arts d'interprétation en 2000. Il est également reçu chevalier de l'Ordre national du Québec et nommé chorégraphe émérite des GBC.

« C'était un grand bâtisseur, rappelle M. Laprise. Casse-Noisette a donné une stabilité [financière] aux GBC, et Carmina Burana a été un fer de lance incroyable ». Œuvre fétiche des Montréalais, *Carmina Burana* a fait un tel tabac dans le cadre d'Expo 67 qu'elle a donné lieu aux premières supplémentaires de l'histoire du ballet québécois, raconte le directeur et répétiteur. La pièce ouvrirait également la voie aux tournées européennes de la troupe montréalaise. D'où sa reprise en 1990 lors de l'hommage aux 25 ans de carrière de M. Nault.

### Une œuvre éternelle

C'est une des œuvres appelées à survivre à sa mort, grâce au Fonds chorégraphique Fernand-Nault créé en 2003 à l'instigation de M. Laprise. « Si ses ballets sont remontés quelque part dans le monde, je m'assure que ce soit fait en respectant l'intégrité de l'œuvre », explique le fiduciaire du fonds, qui a aidé le chorégraphe à apprivoiser la portée éternelle de son œuvre et l'a finalement convaincu de la léguer en héritage avant sa mort.

« On croit qu'il est le seul chorégraphe canadien qui a fait ça de



Le *Carmina Burana* de Fernand Nault connu un tel succès qu'il donna lieu aux premières représentations supplémentaires de l'histoire du ballet québécois.

son vivant. Au départ, il a dit non, ça va mourir avec moi. Ce n'était pas évident de savoir comment léguer tout ça; il y a une tradition orale très importante dans le milieu de la danse. » Pour remonter certains ballets, l'accord de M. Nault est ainsi conditionnel à ce que tel ou tel interprète qui a porté l'œuvre soit consulté.

En février dernier, *La Fille mal gardée* était acquise par le Kansas City Ballet. Il y a quelques semaines, c'est *Carmina Burana* qui faisait l'objet de discussions pour une éventuelle acquisition en Asie. Le répertoire du maître est donc promis à une longue vie, le plus bel hommage que l'on puisse faire à un artiste.

Les GBC profitent aussi des derniers spectacles de *Casse-Noisette* de l'année pour faire une fleur à son créateur. Hier et ce soir encore, une brève allocution précède les représentations et une rose est déposée à l'avant-scène à la mémoire du bâtisseur.

Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

### Comment nous joindre ?

#### La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

#### La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

### Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courrier abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

### L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390